



Bourges, le 24 novembre 2025

Monsieur le préfet,

En réponse à votre « dernier message » adressé aux agents le 21 novembre 2025, vous faites état de conditions de réalisation qui n'ont pas toujours été simples. Les représentants de l'US CGT DDT 18 souhaitent revenir sur certains éléments de contexte qui ont impacté le collectif de travail ces derniers mois.

Le 7 mars 2025 l'US CGT DDT 18 vous alertait sur la dégradation des conditions de travail des agents, manque d'entretien des bâtiments, restriction de chauffage et de fournitures, suppression des fontaines à eau... évoquant ensuite le cadeau distribué à chaque agent de l'administration territoriale de l'État en fin d'année qui est apparu aux yeux de bon nombre d'agents, aspirant dans leur quotidien à travailler dans de bonnes conditions, comme « déplacé ». En effet, sous prétexte d'économie, ces mesures apparaissent inadaptées aux agents qui relatent les frais de bouche engagés tout au long de l'année.

Après avoir envisagé un temps de supprimer le service logistique du site, on nous fait savoir par message du SGCD du 31 octobre 2025 que les agents sont très sollicités par le corps préfectoral, qu'il n'y a pour le moment plus de gestionnaire de site ni d'agents techniques affectés, que l'équipe est réduite de 2.5 agents pour assurer la gestion technique, logistique, pannes, prestataires, véhicules sur les sites de Lariboisière, la Préfecture et des deux Sous-préfectures, etc.

Qu'il convient de procéder à la remise en conformité des contrôles techniques des véhicules, avant d'enchaîner sur les entretiens et réparations nécessaires afin de rapidement optimiser la disponibilité du parc véhicules.

Et enfin, un nouveau mail du SGCD du 23 novembre 2025 nous informe « qu'il serait pertinent d'envisager, si cela n'a pas déjà été fait, que certains agents présents sur site soient formés afin de pouvoir intervenir immédiatement pour relever un disjoncteur. Les agents techniques ne sont que deux, très sollicités par le corps préfectoral et leurs propres missions, et ne pourront pas toujours se déplacer dans l'urgence.

Il serait donc souhaitable que des agents volontaires puissent obtenir cette habilitation et soient formés en 2026 afin de pouvoir répondre aux situations nécessitant une intervention immédiate »

Bientôt peut-être des habilitations aux travaux de grande hauteur, des propositions de formation de plombier/chauffagiste, ou bien encore dédiées à l'entretien des potagers, parcs et jardins...

Le 3 avril 2025

Sur l'exercice attentat diligenté par le service de la préfecture, l'US CGT DDT 18 a immédiatement demandé au niveau national qu'une enquête soit diligentée afin d'éclaircir certaines zones d'ombre notamment en ce qui concerne :

- l'objectif premier recherché par les commanditaires,
- le manque flagrant de communication ou plutôt l'absence totale de communication auprès des agents de la DDT,
- les failles dans l'organisation et la préparation, dans la sécurité, les comportements inappropriés des forces de l'ordre (fouilles, palpations, lever de t-shirt),
- l'intensité et le réalisme de l'intervention provoquant un traumatisme chez certains agents, et leurs conséquences sur l'état de santé de ces agents,
- l'absence de cellule psychologique pour recueillir les agents qui étaient évacués au fur et à mesure du bâtiment,
- d'endroit dédié où ils puissent se réchauffer et trouver du réconfort (autre qu'un panier à salade prêté à défaut par une policière),
- les autres entrées secondaires, parking non sécurisées et permettant les allers et venues des agents du site et hors site,
- l'absence de badges des policiers pour l'ouverture des portes qui ont demandé aux agents de leur ouvrir,
- la méconnaissance du site, les plans n'avaient pas été étudiés... etc

La seule réponse en notre possession signée de votre main est le courrier du 15/04/2025 adressé aux chefs de service du site de Lariboisière, où vous indiquez confier la chefferie du site au chef de service comptant le plus grand nombre d'agent, en l'occurrence la DDT.

Difficile de reconnaître qu'il y a eu des erreurs ou des dysfonctionnements.

Il y a ce que l'on sait

Ce que l'on ne sait pas

Ce que l'on ne doit pas savoir

Et ce que l'on ne saura jamais...

Les priorités sont vraisemblablement ailleurs...

Des travaux de sécurité qui attendent des années avant d'être réalisés, des conditions de travail des agents qui se dégradent, une répartition des crédits qui interroge... etc

Le bilan du budget 2024 fait apparaître une baisse de 40% du budget de la DDT hors mutualisation.

A cela s'ajoute un phénomène de vacance de poste très important au sein du SGCD qui questionne.

Pourtant, on nous annonce une dépense de 40 000 € de clôture et portail pour la résidence préfectorale.

On peut par ailleurs visionner sur Facebook un réel publié dans le cadre des journées du patrimoine en septembre dernier montrant tout le luxe et la magnificence dans lesquels travaille et évolue le corps préfectoral.

<https://www.facebook.com/share/v/1Be7WE2iC6/>

Vous nous direz, l'un ne va pas sans l'autre, si une personne vit dans l'opulence c'est bien qu'une centaine d'agents travaillent dans des conditions que l'on peut qualifier de contestables...

Il faut bien trouver un équilibre...

Et puis, certains diront qu'il y a plus grave,

Et d'autres qui répondront qu'il y a mieux aussi...

Pour conclure, comme vous le dites à la fin de votre message chacune et chacun détient une parcelle de possible amélioration...

Les représentants de l'US CGT DDT du Cher